

OUGANDA

Profil de pays SPAAA



MAFAP
SPAAA

Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique

L'Ouganda est le seul pays en Afrique à avoir libéralisé en grande partie son économie. Le gouvernement se concentre sur la fourniture de biens publics et la création d'un environnement propice à la croissance économique. Le secteur privé gère de façon exclusive tout le commerce intérieur et extérieur pour les produits agricoles. Le gouvernement ne contrôle pas les prix, qui sont donc déterminés par le marché. La structure des incitations du marché pour les producteurs et les négociants est le produit de cet environnement politique libéralisé.

Les politiques actuelles et les dépenses publiques sont-elles alignées?

La libéralisation a créé un environnement propice pour les producteurs et les négociants, mais plusieurs défis demeurent.

Les politiques gouvernementales offrent un environnement propice pour le secteur privé grâce à la libéralisation des marchés, et les dépenses publiques visent l'accroissement de la production agricole, l'augmentation des exportations et l'amélioration de l'accès aux marchés.

Cependant, les incitations par les prix pour les producteurs de la plupart des produits agricoles varient de façon significative avec le temps. Parmi les mesures pour accroître la production agricole, améliorer l'efficacité des marchés et réduire les pénalisations pour les producteurs, on peut nommer les mesures suivantes:

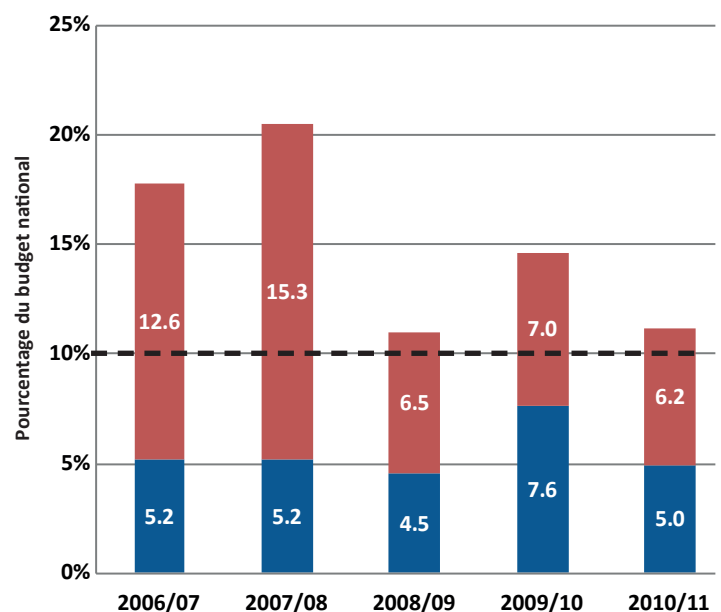
- ▶ Poursuivre les efforts pour améliorer les infrastructures rurales et l'accès aux marchés pour les producteurs;
- ▶ Garantir aux producteurs le bénéfice des mesures de promotion des exportations qui semblent favoriser les exportateurs et les grossistes;
- ▶ Simplifier les chaînes de valeur des produits de base négociés en faibles volumes afin de réduire l'écart entre les prix perçus par les producteurs et le prix final à l'exportation; et
- ▶ Investir dans les informations sur le marché pour aider à intégrer le marché intérieur aux marchés régional et mondial.

Dépenses publiques pour le soutien à l'agriculture et au développement rural

Le pourcentage du budget de l'État allant à l'agriculture a constamment baissé depuis 2006, bien qu'il dépasse encore l'objectif de Maputo.

La dépense totale en faveur de l'agriculture et du développement rural dépasse depuis 2006 l'objectif de la déclaration de Maputo. De fait, la dépense a augmenté de 34 pourcents en valeur nominale entre 2006 et 2010 pour atteindre 1045,3 milliards de shillings ougandais en 2010. La croissance est principalement aux dépenses pour le développement rural, tandis que le soutien direct au secteur agricole a stagné entre 5,2 et 7 pour cent du budget national. Les subventions aux intrants, les services de vulgarisation et la recherche agricole représentent la plus grande partie des dépenses liées à l'agriculture. Les infrastructures rurales (routes, eau, assainissement et énergie) et la santé rurale représentent la plus grande partie des dépenses pour le développement rural.

Tableau 1. Dépense publique pour l'agriculture et le développement rural en Ouganda (2006-2010)



- Dépense spécifique à l'agriculture
- Dépense pour le développement rural
- - - Objectif de la déclaration de Maputo

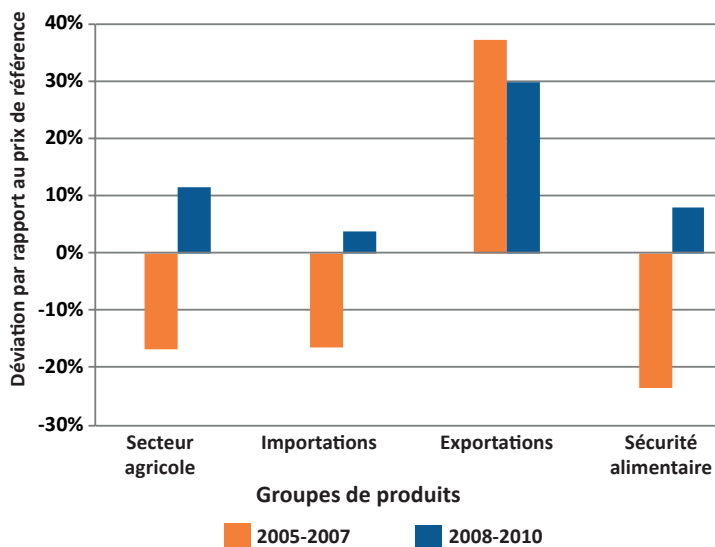
Incitations par les prix

Le niveau des incitations par les prix pour les producteurs varie de façon significative dans le temps et selon les groupes de produits de base.

Entre 2005 et 2007, les producteurs de tous les produits de base, à l'exception des produits communément importés, ont reçu des pénalisations. En effet, depuis 2008, il y a des incitations par les prix pour tous les groupes de produits de base suite à la réaction des marchés intérieurs face aux prix plus élevés sur les marchés mondiaux.

Les producteurs nationaux de produits communément importés (blé, sucre et riz) sont protégés par les droits d'importation et reçoivent d'importantes incitations. En conséquence, les consommateurs paient des prix plus élevés pour ces produits. Alors que la promotion des exportations et les politiques de libéralisation sont censées bénéficier aux producteurs des principaux produits exportés (coton, thé et café), les prix aux producteurs sont souvent plus bas qu'attendu, du fait des fortes marges bénéficiaires des exportateurs.

Tableau 2. Écart moyen entre les prix aux producteurs et les prix mondiaux (par grands groupes de produits de base) (2005-2010)



Note. Les barres mesurent l'écart en pourcentage entre les prix intérieurs que perçoivent les producteurs et ceux qu'ils percevraient sur les marchés mondiaux (à savoir le prix de référence qui équivaut à 0%). Les produits d'importation analysés comprennent le riz, le blé et le sucre de canne; les produits d'exportation comprennent le poisson, le café, le coton et le thé; les produits de base importants pour la sécurité alimentaire comprennent le poisson, le maïs, le bœuf et le manioc. (Source: SPAAA)



Partenaires du SPAAA

Analyse des politiques	Dialogue politique
Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAAIF)	Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAAIF)
L'Organisation nationale pour la recherche agricole (NARO)	
Le Centre de recherche sur les politiques économiques (EPRC)	

Produits du SPAAA

Neuf notes techniques sur les incitations et pénalisations du marché en Ouganda pour le riz, le blé, le sucre de canne, le poisson, le café, le coton, le thé, le maïs, le bœuf et le manioc.

Une analyse détaillée des dépenses publiques pour le soutien à l'agriculture et au développement rural en Ouganda.

Un rapport pays complet.

Une base de données avec tous les indicateurs et les informations justificatives.

Le développement des capacités d'analyse des incitations et pénalisations du marché ainsi que des dépenses publiques.

Tous les rapports et publications sont disponibles sur:
www.fao.org/mafap

Notre vision pour l'avenir

L'analyse SPAAA doit contribuer à des initiatives comme le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Les conclusions du SPAAA joueront un rôle important dans les futures initiatives politiques en Ouganda car un grand groupe de parties prenantes ont exprimé leur intérêt pour les informations produites par le projet. Le MAAIF et la NARO vont très vraisemblablement adopter la méthode SPAAA d'analyse des incitations et pénalisations du marché. L'EPRC est censé poursuivre de façon régulière l'analyse des dépenses publiques.

CONTACTS

Site web: www.fao.org/mafap/accueil-du-spaaa/fr/

Email: mafap@fao.org

Adresse postale:

FAO Headquarters

Viale delle Terme di Caracalla

00153 Rome, Italy